



## Nucléaire iranien – Le Sénat américain demeure sceptique malgré des négociations fructueuses

CHARLES-ANTOINE MILLETTE

*Chercheur, Observatoire sur les États-Unis, Chaire Raoul-Dandurand, UQAM  
et doctorant en science politique, UQAM*

Le nouveau président iranien Hassan Rohani semble encourager le changement de ton tant attendu de la part de Washington quant au développement de son programme nucléaire. Depuis son entrée en fonction en août dernier, ce président modéré semble vouloir rompre avec la tradition en favorisant le dialogue avec les États-Unis et ses partenaires internationaux, ce qui n'a pas été possible sous la présidence de Mahmoud Amhedinajad malgré les efforts répétés du président américain Barack Obama. Bien que le président Rohani n'a pas fait de concessions lors de son discours devant l'Assemblée générale des Nations Unies en septembre dernier, il a toutefois affirmé qu'il désirait entamer de nouvelles négociations avec les États-Unis et ses partenaires internationaux dans un proche avenir. Lors de la même occasion, le chef de la diplomatie iranienne Mohammad Javad Zarif a rencontré le Secrétaire d'État américain John Kerry, une première depuis la rupture des liens diplomatiques entre les États-Unis et l'Iran en 1979. Et quelques jours après avoir décliné l'offre de rencontrer le président Obama aux Nations unies, le président Rohani a tout de même accepté d'avoir une conversation téléphonique d'une quinzaine de minutes avec le président Obama, ce qui représente également une première depuis 1979.

### Entre enthousiasme et scepticisme

La dernière ronde de négociations menée les 15 et 16 octobre derniers en Suisse entre l'Iran et le groupe P5+1 (États-Unis, Grande-Bretagne, France, Russie, Chine et Allemagne) est considérée comme étant la plus constructive, candide et intense des dernières décennies. Si la Maison-Blanche est optimiste (mais prudente) quant à la possibilité de conclure une entente avec l'Iran dans les prochains mois, le Congrès américain croit qu'il est plutôt temps de renforcer les sanctions contre le régime iranien. En juillet dernier, la Chambre des représentants a voté pour un projet de loi prévoyant le durcissement des sanctions économiques contre l'Iran. Le Sénat doit passer au vote sur cette question dans les prochaines semaines, vraisemblablement après la reprise des négociations le 7 novembre prochain.

Alors que Washington se rapproche probablement d'une entente avec Téhéran, une dizaine de sénateurs des deux partis – dont les républicains Marco Rubio (Floride) et John McCain (Arizona) et les démocrates Robert Menendez (New Jersey) et Charles Schumer (New York) – ne perçoivent pas les avancées des dernières semaines avec le même enthousiasme que la Maison-Blanche. Selon une lettre envoyée au président Obama par ces sénateurs à la veille des négociations, puisque les sanctions actuelles ont poussé l'Iran à rejoindre la table des négociations, de nouvelles sanctions forceront nécessairement le régime à renoncer une fois pour toutes à ses ambitions nucléaires, et par le fait même à démanteler son programme.

Or, si l'Iran ne fait pas preuve de transparence et de bonne foi en concrétisant le discours mis de l'avant par ses autorités au cours des dernières semaines, de nouvelles sanctions économiques seront adoptées pour mettre plus de pression sur le régime iranien. Afin d'échapper à ces nouvelles sanctions américaines, l'Iran devra, selon le groupe de sénateurs, coopérer avec l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), se conformer au Traité de non-prolifération nucléaire (TNP), mettre en application les résolutions des Nations unies et cesser l'enrichissement d'uranium.

### **Souffler le chaud et le froid**

Des stratégies contradictoires sont donc mises en oeuvre par les Américains dans les présentes négociations. D'un côté, le président Obama considère l'allègement ou la suspension des sanctions économiques afin de favoriser une entente, puisque le durcissement de celles-ci pourrait venir éroder les avancées des derniers jours, qui demeurent somme toute fragiles. De l'autre côté, le Sénat exige l'arrêt complet et le démantèlement du programme nucléaire iranien avant d'alléger ou de suspendre les sanctions. Si la diplomatie est perçue par le Sénat comme une approche parmi d'autres afin de faire plier l'Iran, le président Obama voit plutôt celle-ci comme la pièce maîtresse de sa stratégie, malgré le fait qu'il n'a pas encore écarté la possibilité d'intervenir militairement contre l'Iran si celui-ci se dotait de l'arme nucléaire.

Afin d'optimiser les prochaines négociations, la Maison-Blanche a demandé le 24 octobre dernier au Sénat de remettre à plus tard le vote sur l'imposition de sanctions économiques. Si les républicains désirent agir sans plus attendre, la décision revient toutefois aux démocrates, qui détiennent la majorité au Sénat, et plus précisément aux sénateurs Tim Johnson (Dakota du Sud), le président du comité sénatorial où se votent les sanctions, et au chef de la majorité Harry Reid (Nevada). Advenant la conclusion d'une entente, l'administration Obama a déclaré qu'elle serait prête à agir rapidement afin de lever les sanctions. Mais de leur côté, les sénateurs sont déterminés à agir lentement et avec précaution, comme en témoigne la lettre envoyée au président Obama : « *The intent of sanctions is to force Iran to halt and dismantle its nuclear weapons program. [...] Once this goal has been accomplished in a real, transparent, and verifiable way we will be prepared to remove existing sanctions in a measured, sequenced manner* ».

Le Sénat américain souhaite donc imposer de nouvelles sanctions économiques au régime iranien pour le forcer à renoncer à ses ambitions nucléaires, alors que celui-ci cherche justement à faire des concessions dans l'espoir de mettre un terme aux sanctions qui étranglent déjà son économie. Bien que le président Obama s'efforce de tendre la main à l'Iran, il n'en demeure pas moins que le Sénat américain, en adoptant de nouvelles sanctions, pourrait bel et bien faire reculer l'Iran, alors que la conjoncture semble favorable à la conclusion d'une entente. Le réel test est à venir, puisque les négociations des prochaines semaines pourront nous révéler si, en dépit de la défiance qu'ils entretiennent mutuellement depuis maintenant plus de trois décennies, les Américains et les Iraniens seront capables de faire durer le dialogue...

**Charles-Antoine Millette**



[www.dandurand.uqam.ca](http://www.dandurand.uqam.ca)